



## L'Union européenne refuse de suspendre les subventions du programme Horizon à Israël

### Description

*La Commission européenne a ouvert la voie à des sanctions contre Israël lors d'une réunion des ambassadeurs des pays membres de l'UE ce mardi 29 juillet. Une proposition de suspension partielle de l'accès d'Israël aux subventions du programme Horizon était à l'ordre du jour. Les espoirs ont vite été douchés, et la proposition rejetée.*

Par l'Agence Média Palestine, le 31 juillet 2025.

*art*



**L'Union  
européenne  
refuse de  
suspendre les  
subventions du  
programme Horizon  
à Israël**

Les 27 pays membres de l'Union européenne avaient dépêché leurs ambassadeurs pour une réunion à Bruxelles au siège de la Commission européenne ce mardi 29 juillet. Dans un contexte de famine à Gaza, deux semaines après l'annonce en grande pompe d'un accord entre l'UE et Israël pour faciliter l'entrée de l'aide humanitaire dans l'enclave palestinienne assiégée, la Commission européenne a voulu durcir le ton. Cette tentative est soldée par un nouvel échec, sans grande surprise.

### **Les échecs successifs des tentatives de sanctions**

L'Union européenne se heurte depuis plusieurs mois à l'impossibilité d'un consensus autour des sanctions à l'encontre d'Israël. En juin dernier, un rapport commandé par la cheffe de la diplomatie européenne Kaja Kallas établissait clairement [la violation de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël](#). En cause notamment, la possibilité d'activer l'article 2, qui ouvrirait la porte à un effondrement de cet accord vieux de 25 ans, en cas de violations des droits humains par le régime israélien.

Cet accord d'association constitue la base des relations entre l'Union européenne et Israël. Peu de temps après la publication du rapport ouvrant la voie à sa suspension, une réunion des ministres des Affaires étrangères a eu lieu à la mi-juillet, pour discuter des différentes pistes de sanctions et *in fine*, statuer sur la possibilité d'une rupture de l'accord. Des pays soutiens de la Palestine comme l'Espagne ou encore l'Irlande avaient poussé vers des sanctions tandis que les habitués d'offenseurs du régime colonial israélien tiraient dans l'autre sens, à l'instar de l'Allemagne et la Hongrie. Résultat des courses, aucune des dix possibilités de sanctions contre le régime de Netanyahu n'avait été entérinée.

### **Suspendre partiellement l'accord Horizon**

Dès lors, l'examen de ce nouveau levier de pression potentiel de l'accord Horizon prend tout son sens. Pour rappel, c'est une manne financière titanesque pour les pays qui en bénéficient. Et [Israël en fait partie](#). Le pays a déjà reçu plus de 200 millions d'euros d'aides issues de ce programme depuis 2021. Des fonds qui vont à diverses entités économiques dans le pays, en particulier grâce à l'accélérateur du *Conseil européen de l'innovation*.

C'est justement les subventions de ce programme qui sont dans le viseur de la Commission européenne, plus précisément celles fournies pour *les jeunes pousses et les petites entreprises à l'origine d'innovations de rupture et de technologies émergentes pouvant avoir des applications à double usage dans des domaines tels que la cybersécurité, les drones et l'intelligence artificielle*. • Traduction du langage de la Commission, les injections d'argent dans des projets qui pourraient directement servir l'appareil répressif génocidaire israélien.

46 entreprises israéliennes seraient concernées par les mesures d'embargo proposées par l'Union européenne. Cette nouvelle tentative de sanctions fait d'ailleurs suite au constat de l'échec du plan signé avec Israël, dont les pays européens se vantaient encore il y a peu. Un plan qui devait permettre de soulager la population gazaouie étranglée par un blocus israélien impitoyable, qui l'a plongée dans une famine sans précédent.

Pourtant, deux semaines après la signature de cet accord, force est de constater que la situation humanitaire ne s'améliore pas. D'après Euronews, des sources européennes ont affirmé que l'UE n'était pas en mesure de vérifier de manière indépendante les affirmations d'Israël « selon lesquelles le pays autorise davantage de camions d'aide à atteindre la population affamée ». Et pour cause, les fonctionnaires de l'Union européenne n'ont pas été autorisés par les autorités israéliennes à vérifier la bonne application des mesures prévues par l'accord. Dans le même temps, un rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC, organisme soutenu par l'ONU) affirmait mardi : *« le pire scénario de famine est en cours à Gaza »*.

### **L'impossibilité d'un consensus européen**

Face à cette situation dramatique, la tentative de suspension partielle de l'accord Horizon sonnait comme une nouvelle tentative désespérée de l'Union européenne de donner tort à ceux qui l'accusent d'inaction et de complicité. Et malgré la faiblesse de ces nouvelles sanctions potentielles (il ne s'agissait que d'une suspension partielle et temporaire des subventions), la Commission s'est de nouveau retrouvée impuissante.

Il aurait fallu que la proposition soit votée à la majorité qualifiée, soit avec l'approbation d'au moins quinze pays, représentant au moins 65% de la population de l'UE. Mais encore une fois, l'Allemagne et l'Italie ont voté contre. Les représentants de la diplomatie allemande et italienne ont défendu la nécessité *« de plus de temps et qu'elles feraient savoir à l'UE si elles parvenaient à une position différente dans les semaines à venir »* d'après Euronews. Le poids démographique de l'Allemagne ou de l'Italie reste indispensable pour parvenir aux quotas minimums pour atteindre la majorité qualifiée.

D'autres pays ont purement et simplement rejeté la proposition, à l'image de la Hongrie, la Bulgarie et la République tchèque. Parmi les soutiens de cette proposition de sanction, on comptait les Pays-Bas, l'Irlande, la France, le Luxembourg, la Slovaquie, le Portugal, Malte et l'Espagne.

Les mois passent, le génocide en cours dans la bande de Gaza se poursuit. Le bilan officiel des morts gazaouis vient de passer la barre des 60.000 tués. Et l'Union européenne continue de prouver au mieux son impuissance, au pire sa complicité.

**date créée**  
2025/07/31